



Souvenirs de Semaines sociales

Pierre GEORIS

Subjectivement objectif

Souvenirs de Semaines sociales

> Pierre GEORIS (*)

Par un de ses acteurs qui s’y est retrouvé sur l’estrade à 17 reprises, dont 14 fois pendant les deux jours, au titre d’organisateur et de « passeur des plats » entre les uns et les autres¹.

AUTOGESTION I

Avant que je cède le témoin, le fait est que les plus jeunes semainiers, ceux qui ont moins de 15 Semaines sociales au compteur, n’ont vu que moi dans l’exercice de passeur des plats sur l’estrade. J’en ai parfois profité pour essayer de faire croire que j’avais des souvenirs précis de la toute première d’entre elles, en 1908. Allez savoir pourquoi, tout le monde ne me croyait pas ! Mais c’est tout le monde qui avait raison. Mon tout premier contact avec la Semaine sociale est sensiblement plus récent : 1974, sur le thème de l’autogestion. Je n’y ai pas mis les pieds mais j’en ai acheté les « actes » l’année suivante. Dans la foulée des événements de 1968² et de la radicalisation d’une large fraction de la gauche, le tracassé dans lequel était le jeune étudiant dans sa première année universitaire était, sans pouvoir le qualifier précisément parce que tout cela était assez confus dans sa tête, d’être tenté par la radicalité mais de « sentir » que les variantes « maoïstes » et « trotskyste »³, dont les propos et tracts saturaient l’espace, n’étaient décidément pas « son truc », ne serait-ce qu’en regard à l’insupportable sectarisme

qui régnait dans chacune de ces chapelles⁴. « Autogestion » était un nouveau mot, très bienvenu dans le paysage : en particulier si on en faisait un qualificatif accolé au substantif « socialisme » (nous étions des « socialistes autogestionnaires »), il n’existait guère de doute quant à notre « placement » à gauche dans l’espace, tout en nous permettant de garder une liberté d’agenda par rapport à tout ce brol trotskyste ou stalinien⁵. Au-delà de notre enjeu propre de positionnement, et du désir de l’alimenter intellectuellement, il était quand même surprenant de constater qu’un bidule comme le MOC (qui ne nous intéressait pas plus que cela ; ou plutôt qui ne nous intéressait pas du tout) reprenait une telle thématique à son compte ; dans une série d’entreprises en difficulté, la CSC s’investissait activement à dessiner des alternatives de type autoproduction/autogestion et ça nous paraissait plutôt sympa, d’autant que Louvain-la-Neuve était directement impactée via la reprise de l’entreprise de nettoyage en autoproduction sous la dénomination « Le balai libéré »⁶ ; la Fondation André Oleffe avait vocation à structurer un réseau d’entreprises de ce type.

En quelques années cependant, le sujet est complètement sorti des radars ; la reprise en autogestion des entreprises en difficulté n’a pas été la formule miracle pour sortir des misères : les fermetures sont quand même survenues, l’une après l’autre⁷.

Trois ou quatre décennies plus tard, il a fait son retour, en même temps que le nouveau déploiement des débats et mobilisations sur les enjeux de la transition écologique. Un des courants de la transition s’en revendique explicitement (« l’écologie sociale »), en concurrence avec celui de « l’écocapitalisme »⁸. Un peu comme si on refaisait perpé-

1 Archivistes et historiens trouveront d’autres documentations dans les archives proprement dites des Semaines sociales, ainsi que, pour les discussions les plus institutionnelles, dans les comptes-rendus des réunions des collèges des secrétaires MOC, des bureaux journaliers et des bureaux nationaux/politiques.

2 Évitions tout malentendu : ici, je parle du mois de mai et pas du Tour de France de juillet (voir « Humour »).

3 Le maoïsme se décomposait en plusieurs chapelles, raison pour laquelle je mets au pluriel. Le PTB est le produit de la chapelle (AMADA-TPO) qui a fini par s’imposer sur les autres. Les membres de la plus paranoïaque d’entre elles (qui n’était pas AMADA-TPO pourtant déjà pas mal allumée) se baladaient avec, dans le manteau, une arme de poing chargée. Je suis entré en première année en même temps que le président Allende se faisait renverser au Chili (septembre 1973) : ça m’a permis de « tâter » l’extrême-gauche et de courir les meetings qui se succédaient. Dès la Toussaint, mon opinion était faite sur les maos : « Aux fous ! » et je m’en suis éloigné. Le trotskysme par contre, bien qu’à l’international il soit aussi divisé en chapelles, n’était présent que par la seule Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT ; RAL dans sa version flamande), raison pour laquelle je garde le singulier (pour l’anecdote, un militant flamand du nom de Franck Vandembroucke s’y faisait remarquer en vendant les hebdomadaires du parti dans les deux langues tous les mercredis à l’entrée du principal restaurant universitaire). Leur approche était beaucoup mieux construite intellectuellement : un trotskyste a une phénoménale connaissance des écritures saintes marxistes, ce qui rend très périlleux l’entrée en polémique avec lui ! Toujours est-il qu’il m’a fallu une année de plus pour me faire l’opinion définitive que « non, ça non plus ce n’est pas pour moi ». Dans les meetings qui se tenaient sur la situation au Chili, il y avait pourtant deux points de convergence entre maos et trots : l’un que je pouvais partager (la dénonciation de la dictature, l’impérialisme américain, le jeu de la CIA) ; l’autre avec lequel je n’étais absolument pas en phase (les uns comme les autres témoignaient d’une très forte hostilité à Allende lui-même, dont ils dénonçaient les trahisons, les compromis, les molleses. En quelque sorte, « il n’avait eu que ce qu’il méritait » : il ne tenait qu’à lui d’armer le peuple pour qu’il puisse se défendre. Là-dessus, les plus radicaux des maos réclamaient qu’on arme le prolétariat belge toutes affaires cessantes. Certains soirs, les chapelles tenaient leurs meetings aux mêmes heures dans des auditoriums différents du même bâtiment : l’hostilité et les tensions entre elles étaient palpables. Les maos réunissaient des publics nettement plus conséquents que les trots.

4 Aussi, il faut bien dire, l’absence totale d’humour : chez ces gens-là, Madame, Monsieur, on ne rit pas ! Jamais ! La révolution est une chose trop sérieuse pour cela, qui justifie qu’on lui mobilise 24h sur 24. Croyez-vous que Lénine a réussi sa révolution en pratiquant pour lui-même la semaine de 36h ?

5 C’est l’enjeu sur lequel la Chine et l’URSS se sont séparées : au moment où l’URSS a reconnu et dénoncé les crimes de Staline pour s’en écarter, le maoïsme est resté sur la ligne stalinienne, derrière le camouflage « marxiste-léniniste ».

6 Le fait d’être confronté à des travailleuses en entreprise autogérée ne rendait pas les étudiants lambda plus respectueux à leur égard : quand vous êtes structurellement « petites », vous le restez, autogestion ou non.

7 Parfois après un délai de quelques décennies : ce sont autant d’emplois qui ont été préservés. Les difficultés réelles ne doivent pas occulter qu’il y a aussi eu de précieux acquis. Les « Textiles d’Ère » (Tournai) par exemple ont succédé à « Daphnia » en 1974 et réussi à continuer de l’activité jusque 2003, soit pratiquement 3 décennies ! C’était officiellement de l’autogestion, mais ça marchait quand même avec un directeur !

8 En tout cas dans sa variante radicale. Car le label est capté aussi par d’autres types d’acteurs.

tuellement le débat Proudhon⁹– Marx¹⁰ à un siècle et demi de distance. Le contenu de la Semaine sociale 2019 a été particulièrement intéressant, en ceci qu'après des cadrages généralistes, chacun des quatre courants de la transition a disposé d'un temps pour dérouler ses arguments par l'intermédiaire d'un-e bon-ne avocat-e de la cause. De jeunes collègues se sont sentis particulièrement concerné-es et se sont mouillé le maillot dans la préparation : c'était très réjouissant en soi, indépendamment du fait qu'il y ait eu l'un ou l'autre frottement avec les « vieux » (que j'avais l'honneur et l'avantage d'incarner). C'est la mobilisation personnelle d'une jeune collègue¹¹ qui a d'ailleurs clarifié l'existence de plusieurs courants et leurs contenus : perso, tout ce que je raconte depuis lors sur le sujet trouve son socle dans ce travail, à l'égard duquel je suis très reconnaissant¹². Les jeunes collègues mobilisé-es regrettent sans doute que « ça » n'aille pas plus vite : le MOC tient (nettement) plus du paquebot que du hors-bord. Je crois pourtant que, cette fois, « ça y est » : l'enjeu de transition est intégré à tous les étages et va continuer son chemin (même si l'autodafé des voitures de fonction n'est pas – encore ? – au programme). Peut-être regrettent-ils et elles qu'on ne prenne pas option clairement pour un des courants : le vrai est que l'union sur la finalité se combine avec la division sur la méthode. Mais cette division n'est-elle pas qu'artificielle dès lors qu'on articule le micro (la décroissance permet à quiconque le veut de poser immédiatement des actes concrets), le méso (les réseaux d'initiatives locales méritent tous les soutiens), le court terme (il faut trouver l'adhésion aussi de celles et ceux qui se vivent potentiellement comme les perdants de la transition : c'est cela qu'il y a derrière l'idée de « transition juste »), le plus long terme (si l'écosocialisme vise aussi la disparition du capitalisme, on est, de fait, dans un timing nettement plus éloigné) ?

BAR I

Il y aurait aussi eu du sens à mettre un intitulé « convivialité » : la Semaine sociale est un lieu très convivial ; les intervenants extérieurs, ne connaissant pas le Mouvement, me l'ont pratiquement toutes et tous dit. Le bar – pas que lui mais certainement lui – en est le représentant accompli. « Que serait la Semaine sociale sans son bar ? » entend-on si souvent que certains plaisantins ont soutenu que la Semaine 2021, organisée à distance pour cause de pandémie, ne pouvait pas s'appeler « Semaine sociale » ! Mais Christine¹³ a tenu bon et elle a eu raison !

Les participants aiment beaucoup y passer du temps à débriefer (ou pas), à plaisanter de choses et d'autres, parfois à régler des choses délicates (c'est fou le nombre de rendez-vous qui se planifient pour profiter du fait que des gens qui doivent se parler se retrouveront au même moment au même endroit). Pascal¹⁴ organise son affaire avec bonne humeur depuis tant d'années qu'il est connu et reconnu par toutes et tous comme pilier de l'événement (moins comme pilier de bar, car, pour l'essentiel, il travaille au service). Chaque année quelques jobistes sont recrutés en « renfort caisse ». Le sentiment est qu'ils y prennent plaisir.

La culture a cependant beaucoup évolué en quelques années. Jadis, il faut l'admettre, certains Semainiers pouvaient se retrouver très alcoolisés. Une partie des participants parvenaient à « suivre » toute la Semaine sociale depuis le bar ! Ils contribuaient incontestablement à la bonne tenue du chiffre d'affaires. Les plus rusés s'autorisaient ensuite à faire des commentaires sur tous les contenus de tribune simplement parce qu'ils avaient systématiquement interpellé de « vrais écoutants » : « Alors, comment ça s'est passé ? C'était intéressant ? ». Ils ne se levaient qu'au bout de deux jours pour rejoindre la salle et assister à l'événement dans l'événement que représentait le discours de clôture de François Martou.

Un de nos inspecteurs s'est un jour décidé à venir voir de ses propres yeux à quoi ressemblait une de ces journées que nous déclarions dans nos justificatifs d'activités (donnant droit à subvention). Il faut lui reconnaître qu'il est arrivé tout souriant dès la première heure et a tout de suite trouvé le chemin du bar... qu'il n'a plus quitté de la journée ! Sauf pour suivre la cohorte au moment des conclusions de François : en l'occurrence, des journées de formation, il n'a entendu que la séquence meeting. Il en a fait rapport et en a conclu : « les Semaines sociales sont les Congrès annuels d'un quasi parti politique ; à ce titre, elles n'ont pas leur place dans un dossier de justificatifs éducation permanente ». Autant vous dire que ça m'a valu une belle passe d'arme avec l'intéressé ! J'ai diplomatiquement résolu l'affaire en le retrouvant un jour ... dans un bistrot de Louvain-la-Neuve autour de bières « catholiques »¹⁵. Les Semaines sociales sont toujours dans le dossier et il est parfaitement justifié qu'elles y soient.

Il m'est venu à l'idée que le bar pouvait offrir l'eau gratuitement et je l'ai publicisé. Là-dessus une question m'a été posée que je n'avais pas du tout anticipée : « est-ce que c'est valable aussi pour l'eau pétillante ? ». Je confesse : en créant la norme, je n'avais pensé qu'à l'eau plate. Après un moment de perplexité, ma réponse a été « oui ». J'ai estimé que le chiffre d'affaires n'allait pas s'effondrer à cause de cette latitude. Je ne me faisais pas d'illusions démesurées sur

9 L'autogestion, sous le « socialisme autogestionnaire » hier, « l'écologie sociale » aujourd'hui.

10 L'écosocialisme d'aujourd'hui dont la version radicale s'inscrit dans la suite du radicalisme « de toujours ».

11 Anaïs Trigalet, pour ne pas la citer.

12 La Semaine sociale est aussi l'occasion d'apprendre, même pour l'organisateur, et c'est très gai (en tout cas pour lui) !

13 Christine Steinbach, qui m'a succédé à la barre.

14 Pascal Collette, pour le nommer complètement.

15 Décodage : on veut parler de bières trappistes. Les trappistes étant des moines catholiques, l'affaire s'est transformée. Le copyright n'est pas chez moi. La première fois que j'ai entendu l'expression a été de la bouche de François Martou, mais je ne sais pas s'il en est lui-même l'inventeur. Peut-être suis-je simplement dans la continuité d'une tradition orale remontant à la nuit des temps (tout au moins à l'invention des bières trappistes).

l'impact de la mesure qui ne toucherait de toute façon pas, ou alors seulement à la marge, les semainiers bien décidés à boire ainsi d'ailleurs que leurs collègues tout autant décidés à ne pas boire. C'est le public intermédiaire qui est la cible : des personnes qui ont désir de quitter vite, parce qu'elles ont d'autres obligations personnelles, mais qui ont quand même le droit de pouvoir se désaltérer après être resté assises à écouter pendant quelques heures : si quelque chose de facile et rapide n'est pas disponible, on peut quand même se laisser entraîner « à l'insu de son plein gré » parce que l'ambiance est bonne, les camarades entraînants, tout ce genre de chose. Autrement écrit, c'est une petite mesure qui améliore la liberté de tous. Beaucoup de personnes ont trouvé que c'était une bonne idée et j'ai reçu des remerciements.

La vérité est qu'on a changé de génération : il y en eut une avec beaucoup de personnes très alcoolisées (on ne va évidemment pas soutenir que c'était le cas de toutes) ; monte aujourd'hui une génération où nombreuses au contraire sont celles qui ne touchent jamais à une goutte. Entre les deux : une génération intermédiaire, celle à laquelle incontestablement j'appartiens : il n'y a pas besoin d'alcool tous les jours, mais quand les moments conviviaux sont là on ne « crache pas sur un petit verre » (« un » pouvant en l'occurrence relever de la figure de style). Le bar n'est pas moins convivial, mais il ferme sensiblement plus tôt : le deuxième jour, c'est devenu vers 20h alors que quinze ans auparavant ça pouvait être 22h (sauf si un groupe d'irréductibles continuait à réclamer de pouvoir consommer).

L'alcool abondant s'accompagnait d'une grande tabagie : on rentrait chez soi avec les vêtements puants. Je ne suis pas fumeur : la loi qui a interdit de fumer à l'intérieur a été un réel soulagement. La première année d'application de la loi, j'ai cependant dû jouer à la police (« Police partout, justice nulle part ») car, pour faire plaisir aux semainiers fumeurs, l'équipe du bar (composée de quelques fumeurs forcément en empathie avec les semainiers fumeurs) avait sorti des cendriers, ce qui avait immédiatement été perçu comme un signal d'autorisation. J'ai été un peu plus catégorique qu'à mon habitude envers les collaborateurs, mais ça n'a pas provoqué d'émeute ! On n'est pas pour autant sorti de tout incident : une partie des fumeurs se réfugia sur une terrasse ; une année, les pompiers ont été appelés pendant la nuit du jeudi au vendredi parce que le roofing sous les dalles s'était enflammé : c'est la moitié de la terrasse qui a été détruite. Qui était coupable : un de « nos » mégots mal éteint qui aurait glissé entre les dalles posées sur un matériau inflammable ou un acte de malveillance venu d'ailleurs ? Nous avons échappé à la facture (enfin, notre assureur) : la police a enregistré l'acte de malveillance.

CÉLÉBRITÉS I

Un programme de Semaine sociale, idéalement, fonctionne avec des expertises de personnes connues tout autant qu'avec de plus jeunes : c'est une petite façon d'aider à

« mettre le pied à l'étrier » de parfait-es inconnu-es dont on a remarqué un article ou un ouvrage intéressant. De temps en temps, le connu est (carrément) une célébrité. D'accord, ce n'est pas Madonna ou Stromae : la célébrité est dans le domaine qu'on investigate. Ma première a été Yves Lacoste, une autorité internationale en géopolitique (2007) ! J'étais absolument ravi, d'autant que les échanges avaient été très sympathiques. Mais voilà qu'il m'appelle pour désistement la veille de l'envoi de l'invitation à l'imprimerie : je rejoignais une réunion à Namur, j'étais à hauteur de l'église Saint Loup, je reçois la nouvelle comme – vous savez, on a tous connu cela – glaçante avec un curieux frisson qui parcourt la colonne et traverse le corps. Mais Yves avait eu la courtoisie de déjà prendre contact avec une suppléante, qui avait accepté : Béatrice Giblin-Delvallet a soulevé la salle d'enthousiasme¹⁶, après avoir interrompu ses vacances pour nous ! Un souci qui finalement n'en a pas été un...

Il y a aussi le cas d'une célébrité belge à l'international : François Houtart, connu dans toutes les sphères altermondialistes du monde entier. Il a tout de suite répondu favorablement (2009). Le vieil homme a été accueilli très chaleureusement, entre autres par ses ancien-es étudiant-es de l'UCL, mais pas que. Son exposé a été à la hauteur ; il terminait fort bien une première journée face à une salle émue dont les applaudissements avaient aussi à voir avec une forme de reconnaissance pour l'ensemble d'une œuvre remarquable. Dans les semaines qui ont suivi, un réseau international a lancé un appel à signatures pour soutenir l'idée qu'il soit proposé pour le Prix Nobel de la Paix : j'ai signé sans hésitation. Puis est sortie une plainte relative à des actes posés à l'égard d'une nièce dans l'enfance dans les années 60. Bien entendu, le tam-tam en sa faveur pour le Prix s'est aussitôt arrêté. D'une certaine façon, la Semaine sociale se retrouve confrontée au concret de la controverse : faut-il brûler une œuvre parce que son auteur-e est coupable d'avoir posé des actes condamnables ? En ne faisant rien (en l'occurrence en ne rendant par exemple pas son propos inaccessible sur le site de la FTU), j'ai choisi mon camp : un propos pertinent reste pertinent ; le déclarer tel ne signifie pas le soutien aux actes illégitimes.

16 Une minorité l'a trouvé « trop à droite ». Sans doute parce qu'elle a eu l'audace de traiter, entre autres, de questions de défense. Forcément, si on a à se défendre, c'est parce qu'il y a des menaces : nommer les menaces peut créer du malaise.

DATE I

Depuis longtemps, il est établi que les Semaines sont placées les jeudi et vendredi de la deuxième semaine des vacances de Pâques : ça donne un point de repère stable qui facilite les programmations de chacun. En outre, c'est réputé faciliter la participation des enseignants (mais, à vrai dire, ce point n'est pas vérifié, à l'exception de la Semaine sur ... l'enseignement où un tiers du public a été composé d'enseignants).

Une exception à cela : si le vendredi est un Vendredi saint, alors les journées se tiennent les mercredi et jeudi. Historiquement c'est en lien avec une libéralité : le Vendredi saint, le personnel pouvait quitter à midi en sorte de pouvoir accomplir ses devoirs de chrétien (en l'occurrence participer au chemin de croix dans sa paroisse). Il y a belle lurette que plus grand monde participe au chemin de croix. Mais on peut compter sur les syndicalistes pour transformer une libéralité en droit acquis. On sait aussi que lorsque se présente un long week-end, il n'y a pas mal de personnes qui en profitent pour l'évasion, ce qui pourrait se payer par une participation moindre en Semaine sociale. Il y a donc beaucoup d'arguments. Mais pour la blague, on continue à faire croire que c'est pour des raisons de chemins de croix.

La date fait cependant régulièrement l'objet d'interpellations : il y a de plus en plus de pratiques de vacances pendant une semaine à Pâques, y compris dans le Mouvement. Une difficulté à trouver des intervenants réside aussi en cela : nombre de désistements se justifient par « suis à l'étranger » (ça peut être en colloque ; on soupçonne cependant que c'est souvent en vacances). Une année, on a fait le test de placer la date les derniers jeudi et vendredi avant les vacances : ça n'a rien donné de significatif, ni sur la participation, ni sur la facilité à trouver des orateurs et oratrices. Au contraire, ça a créé de nouvelles plaintes : « avec les emplois du temps habituellement si chargés qui sont les nôtres, que c'est compliqué de s'ajouter ces deux jours ! ». On est revenu à la tradition dès l'année suivante.

EFFONDREMENTS I

Un des moments particulièrement difficiles à gérer en Semaine sociale est la dernière après-midi. Des personnes ne viennent que pour le discours de clôture. Certaines ont passé la journée au bar et ne rejoignent l'auditoire que pour l'occasion. Il y a agglutinement debout en fond de salle, avec brouhaha qui monte au fur et à mesure : il n'y a aucune attention, aucun intérêt pour le propos de celui/celle qui est à la tribune : il importe à l'organisateur d'y amener de particulièrement costaud·es susceptibles de ne pas se laisser intimider par l'ambiance ! Je dois dire cependant que ça a évolué au fil du temps. Ce que je décris comme « fin de Semaine » se rapporte à l'époque de François Martou, dont les conclusions avaient statut « d'événement », ce qu'elles étaient incontestablement : orateur brillant, analyses politiques fines et très centrées sur les actualités chaudes, capacité à assumer le service après-vente des propos polémiques tenus, formules cin-

glantes qui faisaient rire les auditoires : pour la qualité de la « com », c'était impeccable ! J'ai « dirigé » les Semaines sociales immédiatement postérieures à l'époque François, que je n'ai jamais eu à introduire. Ce que je décris est la continuation d'un comportement collectif qui s'est fortement atténué en quelques années jusqu'à disparaître après 2010. Mais certaines années au début, quel pénible foutoir ce fond de salle – je trouvais un comportement collectif limite insultant à l'égard de l'ultime exposé avant les conclusions.

Même indépendamment de la dernière après-midi, parler à la Semaine sociale est une épreuve. Le public est exigeant, intolérant et indiscipliné : vu de la tribune, on voit en permanence des personnes qui entrent et sortent, qui parfois se regroupent dans le fond et échantent (rient) entre elles. On entend le bruit des portes à chaque mouvement. Pire, certains exposés sont objectivement des « flops » : on voit alors une salle qui se vide peu à peu, parfois par rangées entières. Depuis la table ou le pupitre, l'orateur/l'oratrice s'en rend bien compte ; la plupart du temps, il/elle perd alors complètement pied et aggrave sa situation. C'est une vraie douleur d'être témoin d'un effondrement, en même temps que c'est une grande souffrance pour la victime.

ENSEIGNEMENT I

Moments pénibles durant la Semaine dédiée à l'enseignement (2010). Le secrétaire général de l'enseignement catholique y a participé pendant les deux jours. Quel malheur pour lui qui y a servi de punching-ball ! Après la troisième charge, j'ai bousculé le programme, en arguant qu'une personne attaquée avait droit à se défendre. Ainsi l'intéressé est-il monté une seconde fois à la tribune, ce qui n'était pas prévu mais à tout le moins de bonne justice. Dans les Actes, j'ai sucré les attaques sauf celles d'un des intervenants car, quoiqu'ironique dans son propos, il était resté strictement factuel : « Tel jour, telle chose a été déclarée dans tel média par le secrétaire général. Je ne suis pas d'accord. Voici pourquoi ».

ÉVALUATIONS I

Autant les préparations sont parfois compliquées, tendues, polémiques, autant les évaluations sont généralement détendues.

Quelques informations et commentaires sur les statistiques de fréquentation. Un tour de table où chacun exprime « j'ai aimé ; j'ai pas aimé ». Dont il ressort que des intervenants obtiennent la palme « grande distinction », l'un ou l'autre peut se retrouver « busé », et puis il y a tout un entre-deux. Mes intros et sketches sont à ce point intégrés que les dix dernières fois plus personne n'a même songé à y faire allusion. Au contraire des discours présidentiels évoqués quant à leurs contenus d'actualités politiques, ce qui est logique. Parfois une petite polémique ou un petit regret sur le manque d'ateliers. En finale, la dominante est chaque fois la

même et tourne autour de : « On a craint le pire mais finalement ça s'est bien passé ».

De temps en temps s'exprime une plainte sur les tarifs d'inscription, qui sont jugés élevés. Je ne suis pas d'accord avec cela, en tout cas au regard des tarifs habituellement pratiqués dans les colloques. Beaucoup perdent de vue que c'est un « tout compris » (à l'exception des consommations individuelles au bar) : les exposés bien sûr, mais aussi les repas, les cafés de bienvenue et les actes reçus ultérieurement. Lorsque j'ai pris le pilotage, j'ai raboté d'un tiers ce qui était demandé aux chômeurs. Les tarifs sont inchangés pendant des années malgré la hausse des coûts. Bref, le dispositif est en réalité largement déficitaire, et encore plus depuis la mise en liquidation des sociétés financières du groupe ARCO qui sponsorisait l'événement. Bien entendu, les dépenses et les recettes varient en fonction de plusieurs péripéties, mais la différence est dans la fourchette de 5 à 10.000 € de déficit annuel pris en charge exclusivement par un des budgets du MOC national (CIEP ou FTU)¹⁷. Les plaintes oublient aussi que, dans 90% des situations, les frais d'inscription sont pris en charge par une organisation ou une fédération ou encore les employeurs du MOC national ! Le prix n'est en réalité un obstacle à la participation que des 10% qui ne sont pas dans une filière de prise en charge de leurs coûts : s'il y a une réflexion à avoir autour de la démocratisation de l'accès, c'est beaucoup plus sur cela qu'il faut travailler que sur les tarifs pratiqués (on pourrait imaginer des tarifs plus élevés pour les « pris en charge » qui permettraient de constituer une « cagnotte » que le MOC réutiliserait pour offrir leurs inscriptions aux « 10% », avec déficit inchangé à sa charge).

HÔTEL I

J'ai rapidement pris l'option de loger annuellement deux nuits à l'hôtel à Charleroi : dans ma fonction, je ne pouvais pas m'autoriser d'arriver en retard. Cela m'évitait le bête stress possible le matin à cause d'un problème de circulation (si je me faisais voiturier) ou d'un retard de train, ceci ne dût-il se produire que de manière tout à fait exceptionnelle comme nul usager SNCB n'ignore. J'ai d'abord pris un deux étoiles d'une chaîne internationale parce que, pas vraiment cher, il est aussi sans surprise, ni bonne (ce n'est pas un hôtel de charme !), ni mauvaise (je n'ai jamais passé la jambe au travers d'un drap déchiré). En cas de grève du TEC, je pouvais rejoindre le lieu des conférences à pied, moyennant une ballade de 35 minutes. C'est d'ailleurs ce que j'ai fait le plus fréquemment, grève ou pas. Ça m'a un jour valu la rencontre tôt matin d'un collectif éméché qui braillait des chants nazis en face de l'hôtel de ville – il ne s'est rien passé de grave mais le piquant était que je me dirigeais pour présider la Semaine sur la démocratie (2018). L'hôtel avait aussi l'avantage d'être en face de la gare, ce

qui en faisait un établissement facile à repérer pour les orateurs qu'on invitait de l'étranger. A ce propos, il faut dire aussi : quand les gens de l'étranger entendent « conférence en Belgique », ils pensent souvent que c'est à Bruxelles. En particulier, le Parisien imagine son heure²⁵ de TGV et il y est. Lorsqu'on précise : « hop hop hop, il faut changer à Bruxelles-Midi et prendre une correspondance pour Charleroi », c'est moins apprécié. Celles et ceux qui acceptent se divisent en deux catégories : les plus polis qui, à l'arrivée, me demandent si « c'est bien normal de faire rouler des torpillards pareils » ; les autres qui, sous l'argument d'être trop « serrés », vont déposer une note de taxi.

Un de nos orateurs venait quant à lui de Genève (2015), et arrivait en soirée tard. Il n'était pas demandeur de plus que de nous retrouver le lendemain au petit déjeuner. Sa chambre était réservée et déjà payée à partir de ma carte de crédit. Je prévient simplement la réception en sorte qu'il n'y ait pas de malentendu. Sauf qu'entretemps le service à l'accueil change sans que le message ne soit transmis. Le type ne voit aucune trace de François-Xavier et commence d'abord par le refuser. Imaginez la honte : un orateur invité par le MOC a dû passer la nuit sous un pont de Sambre ou dans un squat reculé ! Pas extrêmement bien organisé avec son administration, l'intéressé n'avait pas enregistré mon numéro de téléphone. J'ai passé une excellente nuit sans me douter un instant du drame qui se jouait quelques étages plus bas. Heureusement, ça s'est finalement arrangé : j'avais à faire à une personne d'excellente composition : c'est hilarant qu'il m'a raconté sa mésaventure de la veille tandis que j'essayais de ne pas m'étrangler avec mon café !

L'année suivante j'ai préféré changer de crèmerie, allez savoir pourquoi.

HUMOUR I

Mes séquences humoristiques ont fait l'objet de pas mal de commentaires. J'ai assez rapidement pris le pli de faire « passe-plat » de manière détendue en sorte de s'amuser des incidents (« sur le coup, on râle ; après, ça fait des souvenirs ») plutôt que de s'en plaindre. Ça permet de calmer le stress par exemple lorsque la technique ne suit pas, ou pas tout de suite – lancement de diapositives, ou d'une vidéo, absence de son, ... J'ai aussi utilisé la finale, le moment où il me revenait de présenter le président/la présidente, pour une dérivée amusante, avec fonction de détendre l'atmosphère avant le discours de clôture. Avec le temps, nombreux sont ceux qui pensent que je suis « l'inventeur » de la formule : c'est inexact : je n'ai fait que me placer dans la continuité de mon prédécesseur immédiat, Jean Daems. Dont les présentations de François Martou étaient aussi attendues que les discours de ce dernier. Et je n'écris rien sur ses présentations des intervenants ! Mon sketch fondateur, lors de ma première Semaine comme organisateur, s'est appuyé sur le fait que j'avais entendu le nouveau président expliquer que, lorsqu'il était petit, il était supporter du coureur cycliste

¹⁷ Atténué par deux fois par la réception d'un subside ponctuel de 5.000 €, lié au thème abordé.

Herman Van Springel. Ça tombait bien : moi aussi ! La navrante situation que nous avons suivie chacun de notre côté était un Tour de France où, à la fin de l'avant-dernière étape, un Belge portait le maillot jaune alors que, depuis 29 ans, plus aucun compatriote n'avait gagné l'épreuve. En théorie, c'était bien parti pour une Brabançonne à la face du monde. Sauf qu'il a réussi à perdre son maillot dans la dernière étape¹⁸ ! Nous étions en 1968. Il m'est venu l'idée de « raconter l'année 68 du nouveau président ». Je démarre avec « ça a duré tout un mois ; c'était long ; il a fait chaud ». Par réflexe pavlovien, toute la salle s'attend à ce que je parle de mai 68. Et voilà que je détaille quelques péripéties du Tour de juillet 68 : j'avais face à moi une salle pliée en deux par l'hilarité ! Parvenir à faire rire une salle de bon cœur : c'est un moment très agréable.

Évidemment, ce sketch fondateur m'a mis la pression pour continuer (une pression que je me suis aussi mise à moi-même). Mais je me suis assez vite enlisé dans l'idée qu'avant le président c'était le président lui-même dont je devais déployer progressivement la biographie (certes largement imaginaire). J'ai vite été à bout d'idées. La deuxième année, je l'ai fait monter à la tribune sous l'air « Apache » des « Shadows » (le premier disque qu'il avait acheté) – c'était pas mal mais déjà moins drôle (et surtout déstabilisant pour l'intéressé, que je ne prévenais pas : après ça, il devait en revenir à des contenus sérieux). La troisième année, faute de mieux, prenant prétexte de ses origines gaumaises, j'ai dérivé sur la recette du pâté gaumais puis sur mes souvenirs personnels de pâtés de plage, en faisant comme si c'était lui. Rien de bien méchant sauf que des malveillants ont interprété que j'envoyais comme message subliminal que le président ne faisait rien que du bac à sable ! Ce n'était pas du tout l'intention (c'est autant de moi que de lui que je riais), mais voilà, c'est ainsi que ça a été reçu. Ce qui m'a valu, les jours qui ont suivi et au moment de l'évaluation en Bureau Politique, d'abord quelques appréciations négatives (je peux entendre cela : l'humour est difficile à manier ; tout le monde ne doit pas être « fan » de ma façon de le pratiquer), ensuite, en Bureau, une sommation pure et simple à définitivement cesser : à ça, je ne m'attendais pas du tout ! Il y a eu plein d'autres problèmes avec cette Semaine 2008, qui est restée pour toujours dans ma tête comme mon plus mauvais souvenir (voir « Sujets »)¹⁹.

Je me suis calmé les années qui ont suivi : sans peine en 2009 car nous venions d'être touchés par la mort de François Martou : la Semaine se terminait par un hommage à sa mémoire ; il aurait été gravement malvenu de l'introduire par un sketch ! Avec rien, ou alors du très light en 2010 et 2011 (au moment des remerciements, j'ai glissé un portrait du chancelier Otto von Bismarck à la fin de la Semaine

consacrée à la sécurité sociale : ça m'a valu des retours amusés).

J'ai repris en 2012, en un acte audacieux : j'ai fait rire du Mouvement lui-même sur ce qu'étaient ses positions cinquante ans auparavant en matière d'aménagement du territoire (voir « Territoire »). Expérience qui, normalement, devrait ouvrir à une certaine humilité quant à la pérennité de nos propres convictions. Je m'attendais au pire, mais ça a été plutôt apprécié.

Je me suis alors considéré autorisé à persévérer. Ça s'est fort bien présenté l'année suivante : on savait que Thierry partait mais on ne savait pas encore qui arrivait. On venait par contre d'avoir suivi l'élection du Pape François, ce qui avait ramené dans notre vocabulaire les mots de « cameringue » (celui qui enferme les cardinaux à clé dans la chapelle Sixtine, et ne les libère que lorsqu'il y a solution – la célèbre « fumée blanche ») et de « protodiacre » (c'est celui qui, depuis une fenêtre de la place Saint-Pierre, annonce : « Habemus Papam »). Dans ce qui s'annonçait, le secrétaire général aurait à être à la fois cameringue et protodiacre. Je fais un déroulé dont le moment le plus spectaculaire est : « Et soudain une question me vint : et si le prochain président était une présidente » (j'entends dans la salle des commentaires d'évidence féminins et réjouis : « Ah, enfin ! » ; « Il était temps » ; et je poursuis :) « Est-ce que je devrai dire Habemus Mamam ? » Éclat de rire général : sur le coup, je retrouve l'ambiance du sketch Van Springel.

Ensuite ça s'est déroulé sans guère de critiques, ni de contestations, plutôt dans l'attente « Qu'est-ce qu'il va nous trouver cette fois-ci ? ». Pas que des chefs-d'œuvre, je ne suis pas toujours très inspiré. Avec encore un sketch d'une totale absurdité que pas mal de personnes ont salué : j'ai présenté les bretelles comme un accessoire vestimentaire de gauche ! Aussi un flop : j'avais préparé un développement autour de la chanson « Le travail c'est la santé », dont le son n'a jamais démarré (pourtant le matin, lors des tests, ça avait marché parfaitement ; j'ai dû faire une erreur de manipulation en cours de route). Mais personne ne m'en a voulu, mon dépit personnel dût-il être profond.

Mon ultime sketch m'a valu le retour d'un peu de contestation. A partir d'une histoire vraie d'art contemporain, j'avais ricané d'une « expérience autogestionnaire pilotée par un gourou autocrate ». Les jocistes sont revenus vers moi ; eux-mêmes se voulaient expérimenter des pratiques autogestionnaires : ils pensaient que je me moquais d'eux. D'autre part, ils trouvaient que ça n'allait pas de faire rire une salle rejointe par l'une ou l'autre haute personnalité politique. Ceci dit, ça n'a pas été la bronca comme en 2008. Et je peux rassurer tout le monde : lorsqu'il m'a salué, Elio Di Rupo qui était dans la salle, m'a confirmé, visage sérieux : « C'est très important l'humour ».

18 C'est le Hollandais Jan Janssen qui a gagné le Tour. L'année suivante, c'est Eddy Merckx qui s'imposait (nous vengeait).

19 J'ai été beaucoup plus exhaustif sur mes péripéties humoristiques à la Semaine sociale, en livrant aussi l'intégralité de mes sketches, dans « Peut-on rire de tout ? Une réponse par les morceaux de bravoure du secrétaire général du MOC 2005-2020 », aux éditions du RIRE (en réalité le Mouvement ouvrier chrétien), en 2021.

INCENDIE I

En pleine séance plénière, voilà que se met en route l'alarme incendie. Le malaise est immédiatement perceptible : arrêter tout et évacuer, ou un peu attendre ? De la tribune où je suis, je prends l'option d'un peu attendre – une alarme peut se déclencher suite à une manœuvre peu dangereuse (à l'aéropolis, ça s'est une fois déclenché simplement parce qu'un fumeur avait eu l'idée de s'en allumer une juste sous un détecteur de fumée). Par ailleurs, tout le personnel de l'administration du CEME est localisé dans les bureaux juste derrière moi, à cinq mètres : je me dis que si c'est réellement grave on sera prévenu oralement dans les instants qui viennent. Il n'empêche : le malaise est perceptible : des gens commencent à se lever pour sortir. Mais l'alarme s'arrête, et les personnes debout se rassoient. Je vais aux renseignements : c'était bien une fausse manœuvre (en cuisine) qui avait provoqué l'incident.

INTERNATIONAL I

Sur la Semaine sociale, François Martou m'a envoyé peu de messages sauf : « Il faut éviter d'en faire sur l'international ». Je me suis empressé de ne pas suivre la consigne : après tout, dans ma position, je devais aussi (un peu) « tuer le père » ! Dès « ma » seconde, on était sur « Enjeu monde ». Je peux vous le confesser : expérience faite, j'ai mieux compris les raisons de François ! La préparation a été très tendue : d'une part, certains ont trouvé « que ce n'était que du stoef de profs d'unif » et m'ont envoyé des courriers rageurs (en réalité, ils étaient surtout dans le regret qu'on ne leur demande pas, à eux, de monter en tribune pour exposer un projet dans lequel ils étaient impliqués – en fait, il y a plein de gens dans le Mouvement qui ont une relation personnelle avec des personnes du Sud avec lesquelles ils collaborent, et c'est très bien, mais les témoignages éparpillés de coopération ne donnent pas forcément une bonne vision des enjeux géostratégiques, ce qui était le vrai sujet) ; d'autre part, et c'est pour partie lié, il y a eu du malentendu avec notre propre ONG de coopération, Solidarité Mondiale, WSM. Sans revendiquer de squatter la Semaine, elle était dans le désir d'y occuper une place significative – c'était légitime – et, pour ce faire, avait proposé de prendre en charge une séquence « médicaments », ce qui peut avoir du sens même en perspective géopolitique (au cas où, la pandémie corona nous a méchamment décillé : d'une certaine façon, la proposition de WSM était quasi prophétique !). Seulement voilà, j'ai beaucoup à faire, je suis le genre à « tracer » : ne voyant rien venir, je construis un programme de toute évidence sensiblement plus light sur ce point que ce qu'escomptait WSM. C'était la première fois depuis des décennies qu'une Semaine était organisée sur des enjeux internationaux (autre qu'européens), je l'avais montée en dépit des mises en garde, et voilà que je prenais en pleine poire toute une agressivité relative à ma soi-disant indifférence aux enjeux internationaux ; on me reprochait un pur et simple « sabo-

tage », rien de moins ! En fin de polémique, j'ai obtenu un amendement : le mot « sabotage » est devenu « rabotage » ! On a les victoires qu'on peut ! Je rassure les lecteurs, nous nous sommes rapidement réconciliés, le ciel est désormais sans nuage aucun.

En 2015, retour de l'international, cette fois sous l'angle de la « protection sociale mondiale » : la collaboration avec WSM y a été en tout point exemplaire. C'est un de mes meilleurs souvenirs. Elle a été un des creusets pour une solide amitié avec plusieurs collègues flamands de l'ONG.

INTRODUCTIONS I

Sur mes propres prestations en Semaine sociale, mes plaisanteries humoristiques sont beaucoup plus commentées que mes introductions. Je consacre pourtant beaucoup plus de temps à celles-ci, pour lesquelles je me documente souvent longuement. Déjà, je me fais un point d'honneur de lire au moins un ouvrage de chacun·e des intervenant·es (si tout au moins il y a eu une publication) : question de faciliter le dialogue tout autant que de politesse. J'ai beaucoup aimé lorsqu'on a planifié des sujets longtemps à l'avance : une Semaine terminée, je commençais à me documenter pour la suivante. Dans certaines situations, ce sont près de 3.000 pages que j'ai avalées, en les travaillant : soulignant, surlignant, tirant une synthèse personnelle, notant les pages précises pour l'une ou l'autre référence utilisable. Certains week-ends, je me mettais en « mode blocus », vous savez ces moments exceptionnels où le cerveau se met dans une sorte d'état second qui lui permet de traiter assez vite des centaines de pages. Évidemment, il y a des différences selon qu'on est sur un sujet qu'on connaît ou non, qui intéresse depuis toujours, ou qui est un peu passé sous les radars jusque-là. Ne croyez pas que ce n'était que souffrance : certes il y a un effort, parfois assez violent, mais ça peut se lire comme celui d'un sportif : une satisfaction accompagne ; quand on termine une synthèse originale, non seulement on a le sentiment qu'on est beaucoup plus malin, mais on est avec une agréable sensation – on flotte, quoi ; on commence à répéter ses arguments, à les améliorer, les aménager, c'est meilleur à chaque reprise.

Le format de mes introductions a bougé. Au début, principalement, je me limitais à présenter le sujet – présentation quand même élaborée en sorte d'identifier des enjeux. Sans que ce soit une stratégie préalablement élaborée dans ma tête, à un moment, j'ai fait évoluer vers un contenu plus ambitieux, d'ailleurs en rapport avec ce que j'invite les autres à faire (par exemple mes étudiants) : avoir une approche réflexive, c'est-à-dire prendre le Mouvement et moi-même comme « objet » : nous, confrontés au thème, ça donne quoi ? comment décoder utilement ce qui est en tension, pas seulement dans la société (c'est à cela que se circonscrivaient les intros du début), mais aussi chez nous. J'ai un peu commencé dès 2008 (les intervenants sociaux et la sécurité) en ne recevant que des retours pas très positifs : on trouvait

que j'arguais de faits à la limite de l'anecdote (sauf que, pour moi, les anecdotes étaient « significatives »). On trouve de nouvelles traces d'approche réflexives dans mes intros de 2013 (la diversité) et 2014 (l'impôt). J'ai vraiment basculé en 2016, sur l'Europe. Dans un mélange d'analyse illustrée de faits de vie personnelle qui peuvent aussi être lus comme générationnels (c'est d'ailleurs cela qui en fait l'intérêt principal), je profite pour donner aussi beaucoup plus explicitement que jamais un avis qui m'est propre – je l'avais déjà fait mais n'avais exprimé que du non clivant pour le Mouvement (à l'exception de 2008). Sur l'Europe par contre, je pousse le culot jusqu'à défendre le bilan de Jacques Delors à la présidence de la Commission ! Si certains n'avaient pas encore compris qu'en moi sommeillait un traître social-démocrate, non, plutôt quelqu'un qui avance sur la ligne de l'éthique de responsabilité, en tout cas cela c'était fait. J'avais prudemment encadré mon affaire, en la démarrant par une référence à Bourdieu et en la terminant par un appel aux mobilisations en rappelant le succès des actions contre la directive Bolkestein quelques années auparavant : tout l'exposé tient bien la route, mais je n'ai pas lésiné sur la manœuvre (un encadrement comportant des références visant à neutraliser mes potentiels contradicteurs radicaux) pour le faire bien passer dans l'auditoire (et il est bien passé). Dans la même veine, à l'occasion de l'intro sur la démocratie (2018), j'ai été très explicite : ma détestation du populisme vaut autant pour celui qui se qualifie de gauche. J'ai reçu des commentaires : « il faut vraiment du courage pour dire des choses pareilles dans un auditoire comme celui-là ».

MEETING I

Bien que, lorsque je suis arrivé au pilotage des Semaines sociales, j'étais incontestablement « quelqu'un du sérail », je n'avais pas pris la pleine mesure d'une tension assez forte : la fonction du dispositif, est-il de formation ou de meeting ? D'aucuns veulent n'en faire qu'un meeting, c'est-à-dire un lieu où, pendant deux jours, on n'entend que des propos déjà connus et qui nous font plaisir. Moi-même, j'ai toujours défendu qu'il s'agissait d'un espace pour la formation et le débat : donc, on doit accepter d'entendre une diversité de points de vue, pourvu qu'ils soient argumentés (pas le café de commerce), en ce compris d'ailleurs, idéalement, des points de vue de tendances adverses, dans un esprit « universitaire » à comprendre comme « il faut se confronter à tous les paradigmes du temps présent ». C'est un point de vue pas si simple à faire passer, tant est grand le désir d'entre-soi ! Mais tout dans tout on y arrive, à une double condition : la pluralité des points de vue est circonscrite à ceux de la « gauche plurielle » (il y en a déjà pas mal pour nous occuper !) ; il faut faire l'une ou l'autre concession à la fonction meeting – le discours de clôture de la présidence ne compte pas dans le jeu : c'est clairement attendu et assumé comme du meeting. Ceci écrit, on débusque parfois des profils qui parviennent à faire de la science et du meeting à

la fois : lorsque l'exposé est très généraliste, très critique, surtout pas pragmatique (on déconstruit sans formuler ne serait-ce que l'ombre d'une alternative pour la pratique – l'usage de la « déconstruction » permet de camoufler la part de destruction qu'il y a dans la démarche), alors il crève les plafonds à l'applaudimètre ! Ça a par exemple été le cas avec un exposé par ailleurs brillantissime, qui a démonté toutes les pratiques de management, quelles qu'elles soient : immense succès tandis que moi-même, en charge du management d'une organisation sociale et me vivant à gauche, je me demandais qu'est-ce que je pouvais bien faire de cela le lundi matin suivant (si ce n'est annoncer au personnel en joie : « Bonne nouvelle : nous quittons les pièges du capitalisme : il n'y a plus de management dans le Mouvement ». D'accord, je caricature, mais il y a de cela !).

Ceci écrit, même parmi les ralliés au principe qu'une Semaine sociale c'est d'abord de la formation, il y a une tension sur l'organisation souhaitable. Elle trouve son origine dans une confusion sur le public : je soutiens – et c'est largement vérifié – qu'il s'agit très massivement de professionnels de nos organisations et de militants blanchis sous le harnais : ne pas se payer leur tête, c'est leur offrir un programme « à niveau », avec la possibilité de toucher à des pensées complexes. De toute façon, la complexité du social ne se laisse pas saisir en deux ou trois tweets de 180 signes ! Bref, le contentement vient de pouvoir suivre des exposés d'une certaine taille – pour expliquer la nuance d'un sujet compliqué, il est difficile d'en sortir de manière satisfaisante à moins de 40 minutes. Autrement dit, le raisonnement revient à organiser une succession d'exposés magistraux (qui peuvent évidemment être suivis de séquences de questions, commentaires et réponses). A condition de ne pas prendre en otage plus de 2h30 assis « sans bouger » à la fois, c'est globalement bien accepté et apprécié. Très fréquemment cependant, on est interpellé autour de « ça ne correspond pas au public de l'éducation permanente » : si, sauf qu'on est dans le registre de la formation de cadres ! Toujours est-il que la confusion qui se crée revient à demander moins d'exposés magistraux/des contenus plus accessibles/une plus forte participation et de remontée de ce que les gens ont à exprimer. La demande est 1.000 fois légitime, pour le public de « la base » de l'éducation permanente...qui n'est pas celui auquel s'adresse la Semaine sociale. Toujours est-il que tout cela se traduit par des demandes organisationnelles : faire des ateliers est parfois présenté comme la formule miracle pour augmenter la participation (le groupe étant plus petit, et les groupes étant multipliés, il y a plus d'opportunités de prises de paroles par des participants). Je n'ai jamais été vraiment convaincu. J'avais observé des pratiques d'ateliers dans des Semaines avant que j'en sois le responsable : soit ils étaient largement désertés (les gens retournaient travailler ou restaient au bar), soit ils étaient eux-mêmes succession d'exposés magistraux mais en plus petits groupes, soit ils étaient les deux à la fois. Sans compter que des frustrations s'exprimaient : « j'aurais bien aimé

participer à trois ateliers, plutôt qu'à un seul ». J'ai eu de la chance en commençant : de manière générale, il y avait encore une mémoire suffisante des ateliers et des insatisfactions qu'ils avaient provoquées : il n'y avait pas de pression forte, et je n'en ai tout simplement pas organisé sans qu'on me le reproche. Au fil du temps cependant, effet des changements de générations, cette mémoire s'est perdue et une demande d'ateliers est revenue, d'abord sous un mode mineur puis de manière de plus en plus pressante. J'ai fini par céder mais je voulais éviter des pièges : il convenait de ne pas placer les ateliers en début de journée car ça justifierait de nombreuses arrivées tardives ; il fallait aussi éviter de les placer en fin de journée car ça justifierait cette fois de nombreux départs anticipés. Autrement dit, il fallait que les participants soient le plus possible pris en otage : une fois sur place, il n'y avait pas moyen d'échapper aux ateliers, d'autant que je prenais soin de faire fermer le bar pendant l'activité. Je les plaçais donc en deuxième partie de matinée. Je voulais par ailleurs prendre au sérieux l'intention de participation : il ne s'est pas agi de mini colloques mais bien de séquences où l'animation visait à structurer une parole collective de participants sur le thème de la Semaine sociale (des trucs avec plein de post-it consommés ! Si je peux utiliser cela comme animateur avec la base – c'est souvent assez efficace si on parvient à en tirer une synthèse non lénifiante, c'est-à-dire qui accepte d'exprimer les tensions et contradictions qui traversent le groupe - je n'aime par contre pas du tout être animé avec des post-it tout au moins lorsque je suis dans un groupe de pairs). Le guet-apens a fonctionné, il n'y a pas eu trop de récriminations. Je m'en suis sorti en ne devant concéder que deux fois à cette manœuvre « atelier » : l'Europe et l'avenir du travail. La consigne était de produire des questions et commentaires à répercuter en plénière. La première ça a été tout azimut. La seconde on s'est amélioré en ceci qu'on a fait des groupes thématiques en fonction des « concepts » directeurs de chacune des demi-journées suivantes : les répercussions en plénière ont introduit chacune des demi-journées : objectivement, le résultat a été plus pertinent, certains rapports/trices s'étant vraiment beaucoup « donné » pour produire de la qualité.

J'ai été tranquille en 2018 : personne n'a rien demandé de tel.

Puis retour l'année suivante, à l'occasion de ce qui deviendra par la force des choses « ma » dernière Semaine, à partir cependant d'une heureuse surprise en soi : sur la question environnementale, toute une petite cohorte de la génération montante se sent concernée et s'implique dans la préparation. Ce fût d'autant plus réjouissant qu'on en est sorti avec un concept particulièrement costaud – c'est une des Semaines particulièrement cohérente dans son déroulé et ce n'est pas (que) de ma faute. Il y a pourtant eu un moment compliqué : le retour très fort d'une demande de séquence participative. J'ai déroulé mes arguments (sur le coup, j'avais à assumer le rôle du « vieux con qui résiste aux

propositions innovantes »), rien n'y a fait. On est d'accord : on n'organise pas un groupe de préparation d'une Semaine sociale pour rejeter les propositions des personnes qui s'y investissent : dès lors qu'elles sont toutes OK, j'accepte le principe d'une matinée animée selon les principes du « forum ouvert ». Je reconnais qu'à chaud, la méthode permet de formuler un grand nombre de questions pertinentes sur l'enjeu étudié – il y avait beaucoup de ... post-it collés sur les panneaux. Mais la suite ne m'a vraiment pas convaincu : un grand nombre de petits groupes sont organisés autour de chacune des questions avec consigne de produire une réponse en peu de mots (en gros, on demande à chaque groupe de produire son tweet, donc le contraire d'une pensée construite et nuancée) ; les délais donnés sont courts (impossible d'approfondir quoi que ce soit) car chacun doit passer par deux groupes successivement. Les débats n'existent pas : les groupes sont organisés par points de vue, pas pour organiser l'échange sur une tension : la méthode relève un peu de l'algorithme Facebook : on n'échange qu'entre soi. La plénière qui termine est un formidable trompe l'œil : on fait croire qu'il s'agit de formuler l'expression « du peuple du Mouvement » alors que les participants sont massivement ses cadres : c'est la frustration des cadres qui s'exprime, ça a sa légitimité en soi mais il ne faut pas confondre. Bref : pas convaincu du tout ! L'affaire a d'ailleurs été très clivante : de très enthousiastes et de vigoureux détracteurs. Il n'y a eu aucune pression, pour que l'expérience soit renouvelée l'année suivante.

MIAM I

L'avantage de squatter un équipement comme le CEME à Charleroi est qu'il est très bien équipé : ça facilite le travail. Lorsque les Semaines ont été organisées ailleurs, par exemple à Louvain-la-Neuve, ça obligeait des installations spécifiques compliquées, par exemple le bar dans un hall, pour lequel il fallait aller chercher l'eau dans les toilettes et tout ce genre de chose. Ou alors, à Braine-l'Alleud, il fallait monter et démonter un chapiteau à l'extérieur et parfois, à la dernière minute, parvenir à louer un canon à chaleur parce que l'hiver avait choisi les mêmes dates pour faire son retour. Sans compter les tables et chaises à déménager, parfois pour l'aménagement de la salle des exposés. Le CEME offre un autre avantage : il est dans la ville, mais un peu à l'écart de « là où ça se passe », c'est-à-dire les cafés et restaurants. Du coup, quand un semainier est décidé à passer la journée en Semaine sociale, le CEME est une sorte de guet-apens dont il ne sort plus (sauf pour tirer sur sa cigarette s'il est fumeur mais, reconnaissons-le, ce n'est pas s'éloigner bien loin ni très longtemps). Alors qu'à Louvain-la-Neuve, on se disperse volontiers sur le temps de midi pour fréquenter d'autres tables et parfois on ne revient plus parce qu'un « atelier » impromptu s'est organisé dans un bistrot. Il ne fait guère de doute que le guet-apens renforce aussi la convivialité de l'événement.

La salle de restaurant joue le midi un rôle identique à celui du bar à l'arrivée du matin et en fin d'après-midi. Nos invités sont chaque fois surpris de la bonne ambiance visible ! Pour le service de repas, il faut un agrément spécial mais nos EFT restauration du réseau des AID l'obtiennent aisément. Pour des raisons de proximité, c'est l'AID Hainaut Centre qui est le plus à la manœuvre : on ne prend pas les amis namurois, pas parce qu'on ne les veut pas mais parce qu'ils obtiennent déjà tous les marchés des réunions nationales organisées au Centre l'Ilon : il faut un peu partager le chiffre d'affaires. Plus occasionnellement, on cède à un centre plus éloigné mais il est rare que ceux-ci soient demandeurs une seconde fois : l'éloignement impose des contraintes spécifiques.

Il arrive, certes très rarement, qu'un·e semaini·ères tombe malade : il ou elle peut alors en accuser la qualité de la nourriture qui a été servie. Les plus paranoïaques peuvent envoyer des courriers où ils laissent entendre qu'ils ont été victimes d'une tentative d'empoisonnement ! Pour sortir de la difficulté, nous avons réformé radicalement : nous avons abandonné le principe de la cantine communiste et remplacé par la cantine (néo)-libérale. La cantine communiste : tout le monde reçoit et mange la même chose dans son assiette. La cantine (néo)-libérale : on propose un buffet et chacun ne consomme que ce qu'il choisit. La satisfaction est générale, le système est applaudi par tout le monde. Ne le répétez à personne, mais cette affaire qui se donne des allures communistes en tribune camoufle de honteuses satisfactions bien libérales...

NUMEROTATION I

Une Semaine sociale est organisée chaque année. Pourtant arriver à la n°100 ne signifie pas célébration d'une centenaire. Celle-ci a été faite dès 2008 ! Comment est-ce possible ? Simplement parce qu'il est arrivé que l'on déroge à l'organisation certaines années, par exemple parce que le Mouvement était mobilisé par un congrès. Plus souvent pour des raisons externes indépendantes de notre volonté : les deux guerres mondiales n'ont rien autorisé pendant plusieurs années. Cela a aussi été le cas tout récemment : 2020 pour cause de première vague de crise sanitaire COVID ; autrement écrit : la crise COVID a (tout au moins sur la Semaine sociale) un impact équivalent à celui de la guerre ! Tout était pourtant prêt. Ce devait être « ma » dernière Semaine sociale comme bateleur d'estrade – je m'étais bien préparé à y faire des adieux aussi brefs que touchants ! Je confesse que devoir opérer le renoncement a été douloureux dans ma tête : il était écrit que j'en ferais 15, et voilà que le compteur s'arrête définitivement à 14. J'ai tenté le coup de convaincre qu'on la reprogramme exceptionnellement à l'automne, en sorte de pouvoir quand même faire la 98^e, mais je n'ai pas été suivi, au profit d'un report pur et simple. Au vrai, ce sont ceux qui trouvaient que mon idée était mauvaise qui ont eu raison : au début de la crise, personne

n'imaginait qu'on partait pour un cycle aussi long ; ne pas trop spéculer sur l'automne était le comportement approprié même si nous étions nombreux (j'en étais²⁰) à espérer que l'épidémie disparaîtrait avec l'été.

Finalement, la Semaine a pu s'organiser en 2021 autour du thème prévu en 2020 (la montée de l'extrême-droite), sous la houlette de Christine²¹, ma successeuse en ce job, qui, confrontée à l'obligation d'une organisation à distance (ça a été la première Semaine sociale tenue en vidéoconférence), a mis en place un dispositif ad hoc qui m'a rempli d'admiration et, disons-le, de gratitude : une des activités qui me tenait tant à cœur était sauvée ! Il y a même désormais une page web dédiée, qui offre plein d'outils additionnels, beaucoup plus que ce qu'on offrait les dernières années²². J'imagine, ou plutôt je n'imagine pas vraiment, la densité de stress additionnel qu'elle a eu à gérer pour monter tout cela.

Une surprise quand même : au passage, la 98^e Semaine était devenue la 99^e ! Je n'ai plus à me mêler de ça, mais ça nous fait une « Semaine fantôme » glissée en intruse dans la liste ; dans le futur, l'anomalie va remplir de perplexité quiconque se penchera sur l'Histoire. Christine m'a expliqué que c'est par homologie avec l'enfant mort-né, dont on garde le souvenir. Il semblerait aussi, si j'ai bien compris, qu'il s'agissait de faire coller la 100^e avec le 100^e anniversaire du MOC en 2022²³. On notera avec intérêt que c'est à 101 ans qu'on célébrera ce 100^e qui aurait dû survenir en 2021, tout au moins si on suit la doxa officiellement établie à l'occasion du 75^e en 1996 (ça va ? on suit toujours ?), qui a établi que la naissance de notre Mouvement remontait à celle de la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens. Mais il existe des positions minoritaires : l'une qui fait remonter plus loin, à 1891²⁴, fondation de la Ligue Démocratique Belge (un pôle ouvrier explicitement organisé au sein du bloc chrétien), auquel cas nous aurons 131 ans en 2022 (c'est rarement un chiffre qui justifie flonflons et feux d'artifices) ; l'autre qui trouve que la bonne date est 1946, moment où le MOC s'est refondé sous la dénomination... MOC (on aura alors 76 ans en 2022).

Ceci écrit, Christine a parfaitement le droit de revendiquer comme « siennes » les Semaines que moi-même je tiens pour « mes » 14^e et (mort-née ?) 15^e. Il était établi que je passais le témoin, et la période était de transition : je gardais l'estrade les deux jours mais je n'étais plus aux « manettes complètes » de toute la (lourde) préparation – en l'occurrence, je continuais à donner un avis de temps en

20 Je confesse : il m'a fallu du temps pour prendre la mesure de la gravité de la situation. En février 2020, j'étais encore dans l'état d'esprit « rien de plus grave qu'une grosse grippe ».

21 C'est de Christine Steinbach qu'il s'agit.

22 Dans des temps plus anciens, on distribuait une documentation papier. Parfois très abondante. Mais était-ce lu ?

23 Peut-être aussi avec le départ de Pascal ? (voir « Bar »).

24 Gag dans le gag : dans la version papier de « Démocratie », qui est aussi une version antérieure sensiblement abrégée de la présente, je me suis trompé en datant de 1895 la création de la Ligue Démocratique ! Il fallait évidemment que ça se produise dans le chapitre « numérotation ».

temps et gardais une sorte de rôle de supervision : d'autres faisaient le travail.

En 2008, la façon de marquer le coup du 100^e anniversaire a principalement consisté à offrir un drink aux participants. Les archives ont gardé la trace de mes qualités de prémonition²⁵ : dans l'allocution de circonstance, j'y annonçais, certes avec une certaine témérité, qu'il y aurait aussi un drink à l'occasion de la 100^e que j'avais prédit se tenir en ... 2022. Tout bien réfléchi : au nom du Nostradamus qui sommeille en moi, merci Christine d'avoir fait en sorte, par la vertu de ton traficotage de la numérotation, que puisse s'avérer l'entièreté de mes prédictions jadis !

POPULISME I

Moi aussi j'y ai eu droit : l'accusation infâmante de n'être qu'un vulgaire populiste. C'était dans une instance où je faisais le point sur la préparation de « Crises et sorties de crises » (2009) où la question de la transition écologique devenait un des enjeux placés au cœur (ne pas exclure d'ailleurs que ce fût explicite pour la première fois). Il m'est venu de faire une remarque ironique : « Reste à espérer qu'aucun journaliste n'aura la mauvaise idée de photographier le parking de la Semaine sociale en légendant : la vision du MOC de l'alternative pour l'environnement ». Instantanément, j'ai eu droit à « populiste » ! L'épisode ne m'a pas complètement découragé : avant et en cours de Semaine, en vue de favoriser les déplacements en transports publics, j'ai annoncé que j'offrais une consommation gratuite à tout qui me donnait une preuve qu'il ou elle était venu en transports en commun. Ça ne m'a pas ruiné : par jour, je n'ai eu à payer que trois verres ! En tribune, ça se donne des allures d'environnementaliste pointu, mais tout cela est à condition de ne pas toucher à la baignole.

Le commentaire mérite néanmoins d'être pondéré : le co-voiturage est quant à lui abondamment pratiqué – le parking n'est pas squatté par un même nombre de voitures que de semainiers, c'est évident et c'est en soi déjà très positif. Par ailleurs, j'ai le sentiment que si je revenais avec l'idée d'offrir une consommation aux utilisateurs de transports publics, ça me coûterait sensiblement plus cher aujourd'hui qu'hier.

PUBLICATION I

J'ai toujours consacré beaucoup d'énergie à produire des « Actes » soignés de chaque Semaine, en m'organisant pour qu'ils soient systématiquement publiés dans la période septembre-octobre, en sorte qu'il y ait deux fois chaque année un moment de mise en évidence de l'événement à, grosso modo, six mois d'écart.

Nous passions par la revue « Politique », qui en faisait des numéros hors-séries (puis, plus récemment, les intégrait

dans une collection de livres)²⁶. La collaboration a été fluide et très agréable, aussi bien avec Jérémie²⁷, le secrétaire de rédaction qu'avec Henri²⁸ qui se chargeait de la maquette – un maquettiste qui ne se limitait pas à la mise en forme : il lisait tout et ne se privait pas de communiquer de temps en temps un commentaire (c'était toujours pertinent). Je pense qu'il y trouvait de l'intérêt, mais il n'aimait pas d'avoir à mettre en page des cartes nombreuses et encore moins des graphiques. Derrière cette résistance se cachait une difficulté technique : la publication est en noir et blanc avec nuances de gris ; nombre de graphiques contenant une grande diversité d'informations gèrent leur situation par l'usage de couleurs, mais s'il y a dix données il peut y avoir dix couleurs (il n'y a pas que les graphistes de revues noir et blanc qui en souffrent : aussi les daltoniens). Lorsque j'ai eu compris son souci et admis la légitimité de son tracassé, j'ai systématiquement donné des consignes aux auteurs de graphiques ou de cartes. Vous pouvez compter sur eux pour n'aucunement les respecter et quand même livrer des graphiques qui deviennent de vraies galères à ensuite adapter en sorte qu'ils soient lisibles.

Au début, on a eu quelques échanges autour de la longueur des contributions ; en l'occurrence, « Politique » trouvait que nombreuses étaient celles qui étaient trop longues : ils étaient avec, en tête, les contraintes « revue » (telle qu'ils la pratiquaient à l'époque). Mais ça a été vite levé, dès lors qu'il a été admis qu'on était dans un exercice différent et que c'était le MOC qui avait la responsabilité finale des contenus publiés. Je pouvais alors donner une consigne très populaire auprès des contributeurs : consommez le nombre de signes qui vous convient ; cela les remplissait de joie car, quand il y a un cadre contraint, on passe à peu près autant de temps à raccourcir pour mettre dans le cadre qu'à produire le contenu en « premier jet ».

Joie cependant pas toujours partagée. Car il y a toute une typologie de contributeurs ! Les bons élèves écrivent bien, respectent les consignes et les délais, parfois sont avec leur texte bouclé avant même l'événement. Il y a une variante : des intervenants peuvent être excellents à l'oral mais pas si bon que cela à l'écrit : il faut faire du rewriting – dans certains cas d'écriture laborieuse, ça demande un travail conséquent (que j'assurais moi-même). Dans la plupart de ces situations, les intéressés reconnaissent leur faiblesse et étaient heureux des améliorations à leur texte. Occasionnellement quelqu'un se vexe et la gestion est plus délicate. Puis il y a celles et ceux qui disent « oui oui » mais ne produisent pas leur texte malgré des rappels de plus en plus pressants. Il m'est plusieurs fois arrivé, en désespoir de cause, de consacrer un dimanche à écrire les textes qui n'arrivaient pas, à partir des enregistrements. Face au produit commu-

26 Avant la revue qui a pris le témoin en 2005 pour la dernière de Jean Daems, pendant un grand nombre d'années, les Actes ont été publiés aux Éditions Vie Ouvrière (devenues Couleur Livres). Il y a aussi eu des autoéditions par le MOC lui-même.

27 Jérémie Detober.

28 Henri Goldman.

25 Intervention reprise dans le recueil « Peut-on rire de tout ? », déjà cité.

niqué pour validation, il y a celui qui dit chaleureusement merci et se confond en excuses ; celui qui ne donne aucun signal, aucun retour, on ne sait même pas si on a été fidèle au propos ; celui qui se vexe abominablement, n'accepte pas, hurle à la trahison et, parce qu'on l'a poussé dans ses retranchements, consacre enfin une nuit blanche à produire sa contribution, qui arrive dans les mails vers 5h30 du matin – il est alors prudent de repasser le texte en revue pour les coquilles car dans l'énerverment de la nuit blanche on perd souvent une partie de son orthographe. Les dernières années, j'étais plus franc sur cette affaire et j'informais que je préférerais savoir à l'avance qui n'écrirait pas en sorte que je puisse prendre mes dispositions.

Un gros travail donc, sur lequel je me suis acharné, parce que je trouvais que les journées, globalement, tenaient bien la distance point de vue contenus et qu'il était utile d'en garder une trace. Pourtant, j'ai toujours été sourdement travaillé par l'impression que cela relevait des « grands travaux inutiles », car la culture n'est pas/plus tellement à « lire » : l'idéal contemporain est la production d'une analyse complète et nuancée de réalités complexes en 180 signes maximum, cadre qui n'est pas du tout respecté par les « Actes » ! J'ai fréquemment été amicalement interpellé d'un « J'ai vu que les Actes étaient sortis » mais jamais d'un « J'ai lu » ! Et puis ma première fois (2006, sur le logement) a aussi été révélatrice. Un exposé conclusif devait être fait par Luc Carton, qui m'avait « vendu » une large fresque sur la philosophie du droit au logement à travers les âges (enfin, non, j'exagère, seulement depuis le XVIII^e siècle). Mais le jour-dit, il était malade et son intervention a été zappée. Il m'a alors transmis un texte d'actualité politique et c'est ce texte qui a finalement été publié. Sauf que, moi-même, je suis le genre qui prend de l'avance sur les délais : mon introduction, y compris le texte de présentation des Actes était prête un mois avant l'événement (et six mois avant la publication). Ainsi s'est retrouvée en ouverture l'annonce de la fresque ... qui ne s'y trouvait pas ! J'avais tout relu, corrigé, vérifié, sauf moi-même ! Fatale erreur ! Et bien, figurez-vous que personne ne l'a remarqué ! Absolument personne !

Pourtant, sur ces travaux que je croyais inutiles, j'ai eu une très heureuse surprise. En septembre 2017, le site web de la FTU a été complètement relifté. Et il a du succès. J'ai profité de l'occasion pour mettre en ligne tous les Actes depuis qu'ils sont publiés par « Politique », c'est-à-dire depuis 2005, qui a été la dernière Semaine pilotée par Jean Daems. Elle était consacrée à la télévision. La télévision d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celle de l'époque ! Et pourtant, les Actes dédiés se téléchargent encore aujourd'hui ! Sachant que les participants reçoivent une version papier, il est hautement probable que l'essentiel des téléchargements sont à l'initiative d'autres personnes. Pour l'instant, chaque Acte, quel que soit le sujet, se retrouve dans une fourchette qui va de 1.500 à 2.500 téléchargements.

J'ai changé d'avis : le job relève bien des travaux (très) utiles !

RECORD I

Finalement, j'ai été impliqué dans combien de Semaines ? Mon premier exposé a été demandé en 1994 : dans le cadre des enjeux communaux, on me demandait un commentaire sur les CPAS. Je ne me suis pas limité à une présentation juridique ou à une critique genre « rien de bon, tout est à jeter » : j'ai dressé des perspectives de philosophie d'action – de la philo pragmatique en quelque sorte. C'est bien passé.

Nettement plus tard, en 2002, on m'a demandé d'introduire le sujet de la mobilité : j'ai eu un bon entraînement pour ce que j'allais faire ensuite ! J'avais trouvé le titre : « Le rail, la péniche et le bitume ». Je trouvais que ça sonnait comme « Le bon, la brute et le truand ». François était perplexe : « On ne va quand même pas faire une Semaine sociale sur la batellerie ? ». On a tenu bon, et le titre est resté tel quel. J'ai principalement eu des commentaires sur l'humour dont j'avais fait preuve. Pourtant, dans ma tête, ce n'était pas la dominante, loin de là...

L'organisation de la Semaine est baladeuse. Il fût un temps où c'était le job du CIEP. Puis c'est passé à la FTU. Sauf que, en 1999, on m'a confié la charge de ladite FTU alors que j'étais déjà directeur des AID et avec des suivis de dossiers politiques (wallons) au titre de « secrétaire national MOC » : j'ai négocié que l'organisation de la Semaine ne soit pas dans mon portefeuille. Elle est restée dans celui de Jean Daems, dont la casquette passait de FTU à secrétaire général MOC. Quand à mon tour je suis devenu secrétaire général MOC, je ne pouvais plus « échapper » à l'organisation. C'est du lourd, c'est souvent compliqué – les présentes pages en témoignent, mais c'est aussi très stimulant intellectuellement : je n'ai pas eu que du plaisir, mais j'ai aussi eu du plaisir. Bref, j'ai piloté, en disant que, pour le dossier, c'était une activité CIEP tandis que la publication relevait de la responsabilité de la FTU. Comme secrétaire général MOC, j'étais de toute façon resté secrétaire général de la FTU et étais devenu président du CIEP : on peut le dire : j'ai beaucoup cumulé (mais surtout les heures de travail – c'était sans impact sur la rémunération). Ces dernières années, les réorganisations ont permis de donner une nouvelle directrice à la FTU : il a été convenu qu'après moi la secrétaire générale serait déchargée ; retour du pilotage à la direction FTU.

Quand j'ai commencé à gérer l'organisation, la perspective était d'en faire quinze. Finalement, pour cause de pandémie, ça a été quatorze. Mais j'ai été rappelé l'année suivante pour une sorte de « service après-vente » : faire l'intro préparée de longue date, puisque le sujet n'avait pas bougé. A vrai dire, dès la 14^e, sous le prétexte d'accompagner une montée progressive de la succession, j'ai sous-traité une large partie du travail (en particulier l'animation du groupe de préparation, ainsi que les prises de contact).

Toujours est-il que je dois décevoir : je ne détiens pas le record d'organisations. Sauf erreur, il est tenu haut la main par Jean Daems : 22 pilotages de Semaines !

RÉSIDENTIEL I

Quand j'étais petit, outre que je n'étais pas grand, les Semaines étaient organisées en résidentiel, jeudi, vendredi et jusque samedi midi. C'étaient le plus souvent des internats de collèves qui étaient mobilisés. Ça permettait de tenir des travaux jusque genre 18h30 (c'était plus costaud jadis !), et des petites fêtes étaient organisées dans la soirée, parfois avec un chanteur, ou un accordéoniste. Il arrivait qu'on y danse. Le samedi, vers midi, c'est une célébration eucharistique qui faisait la clôture.

Le soir, la tension pouvait exister entre le bar et l'activité : il m'est revenu qu'un chanteur a arrêté son spectacle et a quitté en claquant la porte, outré du brouhaha et du manque de respect à son égard de la part des personnes en consommation.

J'évoque mais à vrai dire sans grande certitude : je répercute ce qui relève d'un héritage oral (« on m'a dit que »). Moi-même je n'ai participé à ma première Semaine sociale qu'en 1979, sur le temps. Je me souviens qu'un alors presque inconnu du nom de Jacques Delors était monté à la tribune pour y défendre le congé-éducation payé. C'était en résidentiel à Basse-Wavre, avec tellement d'inscrits qu'il avait fallu ajouter des lits de camp ; on était à deux par chambre.

Entre 82 et 87, j'ai raté la plupart des éditions. Je ne suis redevenu assidu qu'à partir de 1988. A ce moment, la culture avait beaucoup changé : la plupart des Semainiers rentraient à la maison le soir (j'en étais) ; la prolongation du samedi matin avait été supprimée ; il y avait à ce point peu de gens en résidentiel que ce ne devait plus être « rentable » d'organiser des animations en soirée. En 1992, il a été mis fin au résidentiel après qu'un groupe microscopique se soit retrouvé à loger dans l'internat de Malonne. Fin d'un cycle.

SEMAINIER I

C'est un joli mot « Semainier/Semainière ». C'est comme cela que, jadis, on désignait un·e participant·e à la Semaine sociale. Malheureusement, le mot tend à la désuétude (sauf dans le présent texte). Pour qu'il ne sombre pas dans l'oubli pur et simple, je l'ai placé une fois ou l'autre dans mes interventions : façon comme une autre de lutter pour le maintien des espèces et la biodiversité linguistique. Dans le même registre, je milite pour le maintien du point-virgule comme ponctuation opérationnelle ; je m'organise pour toujours en placer dans mes textes : l'aviez-vous remarqué ?

STATISTIQUES I

J'ai modifié le système de comptage statistique. Auparavant, les chiffres de fréquentation additionnaient les participants de la 1^{ère} et de la 2^e journée. Cela permettait d'annoncer par exemple plus de 700 personnes (applaudissements nourris)²⁹. La formule introduisait un biais (certes non réductible : il suffit d'être au clair sur ce qu'exprime la mesure) : les présents les deux jours étaient comptés deux fois. La modification consiste à informer du nombre de personnes différentes passées à la Semaine sociale pendant au moins une demi-journée. Pour les Semaines dont j'ai eu la charge, le record a été atteint en 2009 lorsque, juste après la crise financière, on a programmé « Crises et sorties de crises » : 468 ! Talonnée par la Semaine 2019 sur la transition écologique : 455. A l'autre bout, la participation la plus faible n'a pas été l'Europe (295, en 2016), contrairement à ce qu'on craignait au vu d'expériences antérieures (il faut croire que la conscience de l'importance de l'enjeu avait bien progressé) mais le thème de la fiscalité : 234. L'hypothèse est que la crainte d'austère technicité a fait reculer. Mais à chaud, ça ne s'est pas vraiment remarqué. Car, au fil du temps, et c'est devenu flagrant après 2010, le public est aussi devenu nettement plus assidu : désormais, de l'ordre des deux tiers s'inscrivent pour les deux jours, et quand ils s'inscrivent c'est pour participer aux exposés, le bar n'est plus très fréquenté pendant les interventions : l'air de rien, c'est un gros changement. J'ai des souvenirs, depuis l'estraade, d'après-midi de premier jour particulièrement dépeuplés : si des gens doivent brosser, c'est à ce moment-là ! J'ai donc cherché à pallier la difficulté en mettant des contenus aussi attractifs à chacune des demi-journées, et ça a plutôt bien marché. Ceci écrit, les après-midi restent un peu moins fréquentés que les matinées mais l'écart n'est plus celui de jadis. Disons que ça reste gênant de voir qu'à partir de 15h30 par-ci par-là des gens se lèvent et quittent. Il n'y a plus non plus la situation handicapante de la deuxième après-midi, où la salle se remplissait au fur et à mesure de personnes sans intérêt aucun pour le sujet, seulement venues pour montrer qu'elles étaient là pour le discours de clôture du Président³⁰ : cela provoquait un mouvement permanent dans le fond de la salle, avec parfois le brouhaha qui montait sans respect aucun pour la personne en tribune : ce temps-là est derrière nous ... et c'est sans doute mieux pour la sérénité de toutes et tous.

29 Il était pourtant visible qu'à aucun moment nous n'avions été 700. C'est ainsi que s'établissent les grands écarts dans les comptages, selon qu'ils viennent de la police ou des organisateurs.

30 Certaines personnalités restaient toute une journée, parfois même les deux jours : on connaît toute la diversité des positions à la Semaine sociale. Hors discours de clôture, une personnalité pouvait aussi nous rejoindre.

SUJETS I

Le choix d'un sujet de Semaine sociale n'est pas toujours simple. Des militants sont porteurs de priorités qui leur tiennent particulièrement à cœur, les vendent et les défendent : c'est on ne peut plus logique. Mais il y a parfois aussi des actualités bousculantes inattendues à propos desquelles un désir nouveau peut naître. Une préparation sérieuse demande de s'y prendre bien à temps, si on veut un bon concept et être en mesure d'inviter à heure les orateurs et oratrices souhaitées. Personnellement, une Semaine terminée, j'essayais qu'on soit immédiatement au clair sur le thème de la suivante en sorte d'avoir un préconception avant les vacances ; un affinement de celui-ci et une identification d'intervenants possibles de septembre à novembre ; l'envoi des invitations aux pressentiés dès début décembre, le stress autour des non-réponses, des gens qui ne savent pas ou ne veulent pas venir, ceux et celles qu'il faut remplacer parce qu'ils et elles exagèrent dans leurs prétentions, en décembre et jusque mi-février ; l'impression du programme définitif pour fin février et les envois début mars pour un événement à la mi-avril. Tout cela implique de ne pas se laisser guider par l'émotion de l'actualité.

En Mouvement, nous sommes dans une culture largement orale : pour parler, nous sommes très forts ; pour écrire, c'est autre chose ! Dans la confusion des échanges autour de sujets possibles, des gens pouvaient toujours venir râler après coup parce qu'on n'avait pas enregistré leur proposition dans le rapport, ou alors incorrectement. Et puis le choix est systématiquement une renonciation à d'autres sujets intéressants : il s'accompagne d'une frustration (et même de plusieurs). Je ne sais plus précisément quand, mais une année, le président Thierry Jacques a eu une idée simple mais de génie : que celles et ceux qui sont porteurs d'un sujet déposent une brève note de justification (une demi-page peut suffire) ; on ne prend en considération que les écrits rentrés dans les temps ! D'un seul coup, ça résolvait plusieurs problèmes : plus possible de râler parce qu'on ré exprimait mal les propos tenus, et surtout beaucoup moins de sujets à traiter. J'ai complété avec une autre idée (je ne sais plus si ça a été dans la foulée immédiate ou s'il m'a fallu un an de plus) : « après tout, on peut aussi faire une programmation pluriannuelle ». Avec ça, on a accepté les trois propositions écrites déposées (plus aucune frustration chez personne !) ; on les a simplement placées sur une ligne du temps. Ça désamorçait tellement de difficultés qu'on se demande comment on n'y a pas pensé plus tôt ! En plus, pour moi, ça représentait un grand confort : de savoir aussi longtemps à l'avance ce qu'il s'agissait de traiter me permettait de me documenter/d'étudier sensiblement mieux !

La préparation n'a jamais été solitaire, en ceci que je la répercutais en de nombreux lieux, captais des suggestions. Parfois une personne plus impliquée sur une thématique me donnait un solide coup de main. Il ne faut cependant pas exclure qu'une partie des malentendus vécus ait eu à voir avec cette structuration trop informelle. A partir de 2011, on

a pris une autre option : on a fait des appels à manifestation d'intérêt à participer à un groupe préparatoire. La formule a permis de diminuer les tensions institutionnelles (c'est-à-dire avec les organisations et les fédérations).

Quand même un « flop » sur les sujets. En 2008, il a été accepté que nous traitions de la sécurité. J'avais moi-même défendu le thème : on sent bien qu'il s'agit de quelque chose de porteur à droite et à l'extrême-droite. Il n'empêche que la peur est principalement dans les milieux et les quartiers populaires : une personne qui a peur de sortir de chez elle est une personne perdue pour nos activités d'éducation permanente. Selon un autre angle d'approche, nous sommes défenseurs des services publics : la police n'est-elle pas à considérer comme l'un d'entre eux ? N'avons-nous décidé-ment rien de plus subtil à déclarer à leur propos que « Stop répression », tout en nous énervant de leur passivité lorsque nous-mêmes basculons dans la catégorie de victime ? Il faut croire que l'acceptation en instances ne l'a été que distraitemment car aussitôt accepté (presque) plus personne n'en a voulu : sujet tabou ; le simple fait de l'évoquer serait faire le jeu de l'extrême-droite – faut-il pour autant lui en laisser le monopole ? ; l'insécurité existerait moins que le sentiment d'insécurité : cela est pour partie vrai sauf que quelqu'un qui a peur ne sera pas pour autant convaincu de n'avoir plus peur parce qu'on lui dit qu'il n'est que dans le sentiment³¹.

Bref, ça devenait compliqué. Finalement la sauce a été vaille que vaille rattrapée en transformant le sujet en « Les intervenants (sociaux) et la demande de sécurité » : sans disparaître vraiment, la sécurité devenait un prétexte pour se pencher sur la situation des travailleurs et intervenants sociaux. En finale, ça a plutôt été un bon contenu, les étudiants de dernière année en écoles sociales ne s'y sont pas trompés, qui ont composé un tiers des inscrits ! J'étais en tout cas très fier de cela car j'imaginai que ça participait activement du renouvellement et rajeunissement du public, dans un cadre d'ouverture. Et bien, figurez-vous que ça m'a été reproché à l'évaluation : « Est-ce bien le rôle de la Semaine sociale d'accueillir d'autres personnes que des militants du Mouvement ? ». Avec aussi (on ne rit pas !) : « Mais où est passé le thème de la sécurité ? ». Comme il s'est aussi agi de l'année où on m'a très vivement reproché ma forme d'humour et posé l'injonction de « cesser avec cela » (voir « Humour »), la Semaine 2008 est celle que je place en n°1 de mon plus

31 D'autant qu'on peut être victime « pour de bon » : ce n'est alors pas qu'un sentiment. Moi-même (pardon pour cette personnalisation) ai été l'objet de 3 agressions sur l'espace public, en étant chaque fois fouillé puis dépouillé. Deux fois cerné par un groupe de 3 personnes ; une de ces fois avec la lame d'un cran d'arrêt sur la gorge. La dernière fois attaqué par deux et par derrière, et violemment plaqué au sol. Chaque fois je suis parvenu à garder mes papiers sous l'argument que ça me permettrait de ne pas devoir aller à la police. A l'épisode du plaquage au sol par derrière, en se relevant, un des agresseurs m'a dit « Faut nous comprendre, Monsieur, on est des jeunes à qui on ne donne pas de travail ». Je n'ai pas pu m'empêcher de répliquer : « Oui, ben, vous êtes chiantes quand même ! ». Je n'ai jamais été à la police sauf une autre fois où, ne m'étant rendu compte de rien, j'avais été victime d'un pickpocket : là, j'avais été entre autres volé de ma carte d'identité. Arrivé au commissariat le plus proche, j'ai fait la file pour me faire remballer vers un autre ! Dans cet autre, après avoir à nouveau fait la file, le fonctionnaire n'a pas accepté d'enregistrer une plainte « Oh Monsieur, si vous saviez le quantième vous êtes aujourd'hui ! », simplement une attestation de perte à faire valoir le temps que le processus de délivrance de nouvelle carte aboutisse.

mauvais souvenir. J'en ai tiré la conclusion : il y a des sujets tabous dans le Mouvement, des choses qu'on ne peut pas aborder de front, et j'en suis bien perplexe.

TERRITOIRE I

J'ai beaucoup aimé l'édition 2012 sur l'aménagement du territoire. Déjà parce que c'est un sujet que j'aime bien. Lorsque j'étais étudiant en sociologie, nous devions construire un programme comprenant une spécialisation, c'est-à-dire un bloc de cours plus pointus sur un domaine spécifique. J'ai choisi la sociologie industrielle et des organisations. Objectivement, je l'ai bien utilisée : pour la sociologie des organisations, c'est assez évident ; pour celle du travail, avoir eu 25 ans dans l'insertion socio-professionnelle c'est quand même assez lié. Dans les cours à option additionnels, j'avais pris quelque chose sur l'aménagement du territoire, avec Jean Remy. J'ai trouvé cela à ce point passionnant que j'ai ensuite suivi tous les cours de cette seconde spécialisation. Au même moment, c'était le début des plans de secteur et celui de Mouscron-Comines était un des premiers à sortir. Actif dans l'action locale, j'ai étudié le sujet en m'appuyant sur une excellente documentation que j'avais trouvée : elle était signée René Schoonbrodt et publiée à la FTU. Ma vie professionnelle ne m'a permis de toucher au sujet que de loin en loin. Lorsque je suivais les dossiers politiques wallons comme secrétaire national MOC, j'ai eu l'occasion de bien étudier et m'agiter sur le SDER³² et le CWATUP³³, en intervenant en fédérations, organisant des journées de formation et produisant à mon tour deux brochures à la FTU.

La Semaine était donc pour moi l'occasion de refaire une joyeuse mise à niveau. J'observe également que le même sujet avait été abordé cinquante ans plus tôt, en 1962. J'en profite pour lire les Actes de l'époque. J'en sors stupéfait : ce que le MOC défendait taratata il y a un demi-siècle est tout ce que nous dénonçons taratata aujourd'hui : les travailleurs ont besoin d'espaces verts ; il faut les délocaliser à la campagne ; pour leur permettre de rejoindre leur lieu de travail, il leur faut des voitures et de larges autoroutes pour que ça aille vite ; et plein de choses comme cela (y compris un exposé sur la localisation optimale des églises dans les nouveaux quartiers à construire : en fait, c'est simple : au milieu). J'en ai profité, à la clôture, pour faire rire la salle : assez audacieux, car il s'agissait de rire de nous-mêmes. Ça induit de la modestie : qui dit que, dans cinquante ans, nos successeurs ne vont pas rire de nos propres positions ?

Que s'était-il passé entre les deux ? Je pose l'hypothèse que c'est, dans la décennie 70, René Schoonbrodt qui a fait opérer un virage à 180° à l'occasion de son passage à la direction de la FTU (et aussi l'organisation de quelques Semaines sociales). Un peu plus tard, Luc Maréchal a été une ressource amie qui, depuis l'administration régionale, nous a appris à compléter le raisonnement d'enjeux européens

de géopolitique (quelle place est donnée à la Wallonie dans les plans transnationaux qui la concerne ?). En tout état de cause, l'observation de deux Semaines sociales sur le même sujet à quelques décennies d'écart révèle de frappantes évolutions de trajectoire collective.

TREIZIEME I

La question des panels équilibrés entre les genres a été une préoccupation constante, sans pour autant tomber dans le syndrome de la calculette. Mais, en 2010 (enseignement), on s'est *in fine* retrouvé avec un panel très déséquilibré : deux femmes seulement, dont une dans un exercice de « table ronde » durant lequel on a rarement beaucoup de temps de parole. Ce n'est pas un résultat satisfaisant : ça interroge. Une personne s'en est émue et m'a envoyé un mail de protestation, sous forme de « lettre ouverte » puisque quelque 80 autres étaient en copie. Durant quelques jours, je suis inondé de courriers de protestation de la part souvent de personnes que je ne connais pas, nombreuses étant celles qui en mettent de nouvelles en copie. Une sorte d'effet boule de neige. L'absurde étant atteint lorsque je reçois quelque chose comme : « Monsieur, je ne vous connais pas et je n'ai pas pris connaissance du programme, mais je vous le dis : c'est un vrai scandale ! ». Les réseaux sociaux ne fonctionnaient pas encore comme aujourd'hui, je l'ai/nous l'avons échappé belle ! Je ne nie pas l'anormalité.

Le sujet est plus compliqué qu'il n'y paraît et ne se règle pas simplement avec des slogans, des « n'y a qu'à ». Au départ, on établit, séquence par séquence, des listes de personnes possibles, en établissant un classement. On a intérêt à en avoir des listes fournies car il est fréquent qu'une personne décline une sollicitation. La pire situation : c'est seulement la treizième sollicitée pour une séquence qui accepte. La treizième ! Quand on en est là, on ne reballe pas celui/celle qui accepte parce qu'il ou elle n'est pas du bon genre ! On est simplement soulagé d'avoir une solution.

J'ai fait un relevé plus précis en 2018 (démocratie), car la question continuait à me tracasser, et a d'ailleurs aussi fait l'objet d'une interpellation a posteriori. Pour obtenir 8 intervenant-es, il a fallu solliciter 23 personnes : le taux de réponses positives est de 34% (il y a eu des Semaines plus compliquées que celle-là). On a commencé avec 13 femmes sollicitées et 10 hommes. Donc sensiblement plus de plus de femmes (30%). Mais le taux de réponses positives a été de 50% chez les hommes contre 23% chez les femmes. Résultat final : 5 hommes à la tribune pour 3 femmes. Ceci n'est certainement pas conclusif ; d'autant que le descriptif d'une situation unique ne peut pas être extrapolé au tout, et que nous en restons à un registre de petit nombre. Mais ça donne une idée du défi à rencontrer.

Pierre Georis

32 Schéma de développement de l'espace régional.

33 Code wallon de l'aménagement du territoire, l'urbanisme et le patrimoine.